

## Parité : une lame de fond

(paru dans *Parité-Infos*, octobre 1996)

500 personnes (autant d'hommes que de femmes) à Paris, le 8 novembre, à l'appel du discret *Espace Marx*, pour discuter de la parité. On y entend, au-delà de convaincues de la première heure (Geneviève Fraisse, Yvette Roudy), une dirigeante de l'Union des Femmes Françaises, Sylvie Jan, une dirigeante du PCF, Marie-Georges Buffet, dire pourquoi cette mesure doit être adoptée au plus vite... Une centaine de femmes, le week-end précédent, à la rencontre nationale de préparation des futures Assises sur le droit des femmes (8 mars 1997). On y apprend que tous les collectifs régionaux mis en place ont créé des commissions « femmes dans la vie publique », où la parité est au centre des discussions ; que des commissions-femmes syndicales depuis longtemps dissoutes se recréent, que la question de la représentation des femmes dans les instances de direction est partout en débat ; que le PS proposera des listes paritaires aux prochaines élections régionales... Une cinquantaine de femmes, cet été — l'encadrement national des Guides de France, mouvement catholique d'éducation des filles, gros producteur de femmes élues — pour se former à la problématique de la parité... Et trois hommes, pour finir ce bref inventaire qui n'a rien d'exhaustif, signent cet automne deux livres où il prennent ouvertement position pour la parité hommes-femmes.

Qui aurait dit que ce mot d'ordre, encore inconnu du grand public il y a cinq ans, allait faire une entrée aussi fracassante dans le paysage politique français, au point d'être aujourd'hui en débat dans les journaux, les émissions de télé ou de radio, les groupes de réflexion, les partis, les syndicats, les entreprises... et même à la maison, puisqu'on parle aujourd'hui de « parité domestique » (partage égal des tâches ménagères) ? L'idée n'avait pourtant rien, à priori, pour séduire nos concitoyens : un concept technocratique, en provenance du monde lointain de la finance internationale et parfaitement étranger au domaine où il entendait s'appliquer ; un mot qui parle « quantité » (gros sous, en quelque sorte) dans un pays où l'on se gargarise volontiers de principes abstraits (liberté, égalité, fraternité) ; un mot, enfin, qui vient faire la nique au cocorico national et dire qu'avec ses 6% de femmes élues au Parlement, la « patrie des droits de l'homme » et des « Lumières » arrive derrière... 63 autres pays — y compris « sous-développés » ! L'accumulation des paradoxes aurait-elle fini par faire sens ?<sup>1</sup> Ou bien les Français et les Françaises sont-ils franchement las de cette vitrine qui cache, dans ce domaine comme dans d'autres, tant d'inégalités réelles ?

Il y a bien sûr des résistances, et c'est normal. Chez ceux qui sont directement menacé d'abord, c'est-à-dire les quelques milliers d'hommes qui accaparent véritablement le pouvoir, et qui en vivent. Ceux-là font le dos rond — on les comprend. On comprend moins bien la résistance de certain-e-s intellectuel-le-s et

---

<sup>1</sup>. Car il a bien un rapport entre la *fraternité*, les droits de *l'homme*, les 6% de femmes et le retard avec lequel la France leur a accordé le droit de vote. Rapport qu'interrogent depuis plusieurs années les féministes (cf. *La Démocratie 'à la française' ou les femmes indésirables*, sous la dir. d'E. Viennot, Presses de l'Université de Paris-7, 1996).

les tortures auxquelles ils-elles soumettent leurs raisonnements pour expliquer que la parité est contre l'égalité, contre la République, contre la Démocratie, contre le Progrès, et même contre le féminisme... L'entrée en lutte des femmes devrait normalement (avec le retard qui sied aux doctes) dissiper les brumes de la dialectique, et permettre de voir ce qui se cachait en dessous (myopie, erreur d'analyse, ou défense des privilèges ?) Quant à la résistance de la mouvance « gauchiste » à la parité, elle prête à sourire ; la manière dont ses militantes freinent des quatre fers, dans les mobilisations où elles ont quelque influence, l'enthousiasme des femmes pour ce mot d'ordre si terriblement « réformiste » n'a d'égal que leur dépit face à sa popularité !

Tout cela est bien peu de chose comparé à la force avec laquelle l'exigence de parité se répand à travers la société française. La mobilisation à laquelle elle donne lieu depuis trois ans, et qui rebondira inévitablement à chaque échéance électorale, forçant les institutions (étatiques ou partisans) à se prononcer et à agir sur ce terrain, montre que nous sommes véritablement entrés dans une nouvelle ère du combat féministe. Le prouvent, également, les regroupements « transversaux » qui s'opèrent depuis quelque mois entre femmes de différents partis, mais aussi de différentes composantes du mouvement féminin et féministe. Quant à l'engagement actif de nombreux hommes dans ce combat (ceux qui sont ouverts leurs listes aux dernières municipales, ceux qui prennent position publiquement, ceux qui participent à la recherche et à la réflexion), il prouve que nous ne sommes pas seulement entrés dans une nouvelle ère du combat féministe, mais dans une nouvelle ère tout court. Si les Français et des Françaises se prononcent depuis deux ans, sondage après sondage, pour une féminisation massive des assemblées élues, c'est parce qu'ils ont compris, enfin, que la « question des femmes » est bien celle de la société toute entière, et que la parité devrait ouvrir la voie à une démocratisation de la vie politique — dont elle n'est qu'un aspect<sup>2</sup>.

Reste à savoir ce qu'on fait, dans les sphères du pouvoir telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui, de la volonté de la population, fût-elle très majoritaire... Pas grand-chose, apparemment. Les changements auxquels nous aspirons, il faudra les imposer par la lutte, par la mobilisation.

Éliane Viennot

---

<sup>2</sup>. L'interdiction du cumul des mandats et la mise en place d'un statut de l'élu-e semblent deux autres transformations majeures qui démocratiseraient véritablement la vie politique.